



Le marché du travail

Le travail temporaire

Le travail temporaire en région est une véritable force économique : il représente 13 000 équivalents temps plein/jour en région. Il est particulièrement dynamique en Languedoc-Roussillon : en 2003, l'intérim avait ainsi progressé de près de 7 %, contre une diminution de 27 % sur l'ensemble du territoire français. C'est de loin l'évolution régionale la plus forte. 138 agences de travail temporaire sont localisées en région. Dans le détail départemental, l'Hérault et le Gard détiennent respectivement 43 % et 28 % de l'activité intérimaire régionale.

L'ANPE en région :

- ▶ 32 agences (bientôt 34, avec deux nouvelles ouvertures prévues début 2006, à Nîmes et Perpignan, qui possèdent pour l'instant chacune trois agences).
- ▶ 920 agents.
- ▶ 135 000 offres enregistrées en 2004. 92 % des offres satisfaites, soit un taux supérieur au plan national (88 %).

L'ANPE a créé cet été une plate-forme de vocations à Montpellier, un endroit où des jeunes peuvent faire des tests permettant de les orienter ensuite vers des offres d'emploi correspondant à leurs capacités. C'est la méthode plus connue sous le nom « méthode des habiletés ». « On le fait notamment pour les métiers à tension, précise William Lemarié, le bâtiment, l'hôtellerie, les services aux entreprises et aux personnes ». Deux autres plate-formes sont prévues à Nîmes et Perpignan cet automne.

En clair, il s'agit de donner une chance à des jeunes sans même savoir s'ils disposent d'un diplôme ou non. Pour voir si le demandeur peut être serveur, on lui demande de servir. Pour voir s'il peut être face à une forte pression, on le met en situation de stress, etc. Une méthode qui plaît également aux employeurs : l'ANPE a organisé totalement le recrutement de 180 personnes pour Ikéa suivant ce système des habiletés. Des grandes surfaces ont également demandé des recrutements par ce biais prochainement. ☒

☒ velle loi. Car les syndicats ont pour certains tiré le signal d'alarme. Pour eux, la perte du monopole de l'ANPE préparerait une mise en concurrence des services. Déjà, dans certains départements, des appels d'offre ont été lancés, qui mettent en concurrence l'ANPE et les structures privées pour le placement des chômeurs. Récemment, une société australienne s'est ainsi vu confier le soin de reclasser 6 000 chômeurs à Lille et Rouen.

Le droit a rejoint la réalité

William Lemarié, le directeur régional de l'ANPE, n'est guère inquiet : « Avec cette loi, le droit a tout simplement rejoint la réalité. Il faut regarder les choses en face. Le monopole de l'ANPE n'a jamais existé : on n'a jamais contraint un employeur à passer par l'ANPE pour embaucher. Ce qui va bouleverser davantage le secteur, me semble-t-il, c'est la mise en place du CNE, le contrat nouvelle embauche prévu par Dominique de Villepin : un contrat de deux ans, plus attractif pour certains que des CDD plus courts. Quant aux mises en concurrence organisées par des secteurs publics, comme cela a pu avoir lieu dans d'autres régions, il n'y a pas d'exemple en Languedoc. Regardez le travail d'André Vezinhet au Conseil général de l'Hérault : il est clair qu'il n'a pas une conception du placement payant ».

Vers un système plus performant

Même si ce n'est pas une révolution, les agences d'intérim se préparent. Les principales en Languedoc vont procéder à quelques recrutements pour élargir leur secteur au placement. Les quatre premières sont toutes des antennes de groupes nationaux (Adecco, Manpower, Vedior Bis, Critt). En cinquième position se trouve une entreprise régionale, créée à Alès et qui possède maintenant des bureaux dans l'ensemble de la région, l'entreprise Jubil travail temporaire créée par Didier Bilange. Tous travaillent depuis déjà longtemps avec l'ANPE. La nouvelle loi devrait contribuer à rendre l'ensemble du système encore plus performant. ☒

Anne Devailly